

Equipe

magazine

Direction Régionale
de l'Équipement d'Île-de-France

SOMMAIRE

2-3 PROJETS

La DREIF organise
une rencontre régionale
pour l'emploi.

4-5 DOSSIER

Plan
d'urgence
pour les
plus démunis :
une démarche
de projet
et déjà 7000
logements.

6 INITIATIVES

Fort de 100 membres,
le club ouvrages d'art
fait encore des émules.

7 VIE D'ÉQUIPE

Parc informatique de la
DREIF : une organisation
bien rodée.

8 PARTENAIRES

Interview des
coordonnateurs
du CRICR.



A 86 ET FRANCILIENNE

L'A 86, qui dessert la
petite couronne, est
aujourd'hui réalisée à 70 %.

Les rocades gagnent du terrain

En 1984, la modification du Schéma directeur routier d'Île-de-France soulignait la nécessité de mettre en place des réseaux autoroutiers afin de faciliter les transports individuels interbanlieues. A 86 et Francilienne répondent à cet objectif. Bilan à la fin 1996.

Aujourd'hui, 66 % des déplacements en Île-de-France s'effectuent de banlieue à banlieue. De l'ordre de 79 %, la part des trajets interbanlieues effectués en transport individuel devrait atteindre 83 % d'ici 2015. Autant dire que faciliter les déplacements interbanlieues est devenu une priorité. Dans cette perspective, l'autoroute A 86,

pour la petite couronne, et la Francilienne, pour la grande couronne, gagnent du terrain.

A 86: poursuite des travaux

Petite couronne : l'A 86, 78 km situés à une distance comprise entre 2,5 et 9 km du boulevard périphérique, a essentiellement pour fonction de dégager celui-ci de **Suite p. 2**

N° 50
JANVIER 1997

Plan d'urgence pour le logement des plus démunis

La mobilisation et l'innovation ont payé

Près de 7 000 nouveaux logements ont été réalisés en dix-huit mois en Ile-de-France dans le cadre du plan d'urgence pour le logement des plus démunis. Une réalisation qui a nécessité la mobilisation de l'ensemble des acteurs régionaux et départementaux impliqués dans le logement social.

1 Cette mobilisation générale a été facilitée par la mise en place d'une démarche de projet.

2 Elle s'est traduite par des coopérations étroites et innovantes.

3 Elle dessine une évolution dans la gestion de la question du logement social.

Réaliser à court terme 20 000 logements, dont près de 7 000 en Ile-de-France, tel était l'objectif du plan d'urgence pour le logement des plus démunis, lancé au printemps 1995 par le gouvernement. Un défi relevé par l'Ile-de-France : au 31 décembre 1996, 6 717 nouveaux logements étaient à la disposition des plus démunis. La plupart ont déjà trouvé preneur. La majorité sont des logements anciens réhabilités. Plus de la moitié accueillent des ménages bénéficiant d'un accompagnement social et d'une médiation locative (leur loyer est réglé par l'intermédiaire d'une association). Les autres

permettent de remédier aux détresses les plus immédiates.

1 Une démarche de projet

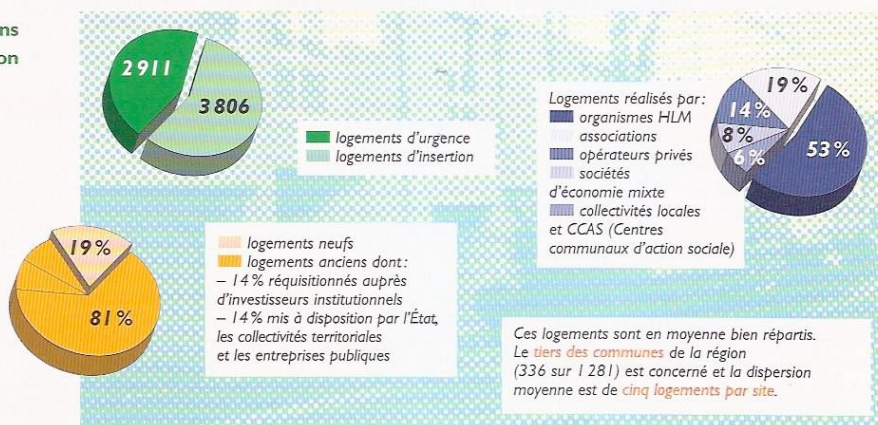
La réalisation de ces logements a nécessité la coopération et la mobilisation de multiples acteurs. Leur travail a été facilité et accéléré par la mise en place d'une démarche de projet.

Chaque département a nommé un chef de projet chargé de mener à bien les objectifs du plan sur son territoire. Sa mission ? Établir et faire vivre les coopérations entre les différents services administratifs : les DDE, les DDASS et les préfetures, d'une part ; la DRE, la DRASS et

les ministères impliqués, d'autre part. À lui également de négocier la participation active de tous les autres partenaires : les organismes HLM, les associations, les maîtres d'ouvrages divers et les financeurs.

Au niveau régional, ce rôle de pivot et de pilote a été joué par la DREIF. La mise en place d'un comité régional de suivi, présidé par le préfet, directeur régional de l'Équipement, a permis de fédérer l'action de tous les partenaires. Représentants des DDE et des DDASS, chefs de projets et représentants de la DREIF, de la mission nationale ou du cabinet du ministre se sont retrouvés tous les mois pour suivre l'état

6 717 LOGEMENTS LIVRÉS AU 31 DÉCEMBRE 1996





Logements d'insertion, rue Ramponeau à Paris (XXe). À la fin 1996, 6 717 logements étaient mis à la disposition des plus démunis en Ile-de-France. Pour assurer leur réalisation, un suivi régional et départemental a été mis en place.

d'avancement du plan, au niveau régional, mais aussi département par département. Un suivi stimulant et efficace. « Nous avons pu identifier et régler au fur et à mesure les obstacles qui se présentaient », souligne Geneviève Jestin, directeur de la division de l'Habitat et de la Ville à la DREIF.

2 Des coopérations innovantes

Trouver un logement, le faire étudier ou expertiser, et réaliser un montage financier : telles sont les étapes qui précèdent la réhabilitation d'un logement. Chacune prend du temps. Pour accélérer les délais, des coopérations étroites se sont développées entre les partenaires. La mise en place, pour l'occasion, d'une mission régionale d'animation et d'appui, cofinancée par la DREIF et les organismes HLM, a permis de faciliter la prospection. Son

rôle ? Explorer certains créneaux spécifiques comme les cliniques, les investisseurs institutionnels et la sphère publique, repérer des opportunités et les présenter à un comité régional d'engagement, copiloté par la DREIF et l'AORIF (Association des organismes régionaux HLM d'Ile-de-France). Charge à lui, ensuite, d'en attribuer l'étude de faisabilité aux organismes HLM. « Ce partenariat rap-

proché et opérationnel a débouché sur la détection de quelque 9 000 opportunités de logements, dont un tiers a abouti », précise Bernard Jacquinet, animateur de la mission régionale.

Quant au financement et au montage des opérations, ils ont été accélérés par la mise en place de comités *ad hoc* réunissant la DREIF, le conseil régional et les DDE. Ceux-ci ont pu faire, ensemble, une première sélection des dossiers et donner aux opérateurs un agrément de principe.

3 De nouvelles perspectives en matière de logement social

Comment mobiliser le parc immobilier vacant, réaliser des opérations au moindre coût, financer l'accompagnement social ? Pour répondre à ces questions, les opérateurs du logement d'insertion, les financeurs, ainsi que les représentants de la DREIF et de la DRASS se sont rencontrés régu-

lièrement au sein du CROLI (Club régional des opérateurs du logement d'insertion). « Au point que ce lieu d'échanges informels s'est transformé en véritable interlocuteur de l'administration pour le traitement des difficultés rencontrées par les opérateurs, et en force de proposition dans le champ plus large de l'évolution du logement social », constate Geneviève Jestin.

Plus généralement et tout au long de ces dix-huit mois de travail en commun, les différents partenaires ont appris à mieux se connaître. « Des habitudes de coopération se sont créées. Elles s'avèreront utiles pour mener à bien d'autres actions », conclut Geneviève Jestin. En projet ? La livraison d'un millier de logements supplémentaires d'ici mars 1997, et la mise en place d'un système de suivi dans le temps des logements et de leur occupation (OSLO). Car le plan d'urgence a pour objectif de créer un stock de logements, certes permanents, mais destinés à être occupés temporairement. Le temps que leurs occupants retrouvent la capacité sociale, psychologique et financière d'occuper un logement classique. ■

Profil des occupants

Selon un sondage portant sur près de 3 400 logements livrés et habités, les occupants sont principalement des personnes isolées, des couples et des familles monoparentales. Et 25 % d'entre eux ont moins de 25 ans. Ce sont des personnes souffrant parfois de double handicap, de nature médico-sociale autant qu'économique,

et disposant de ressources très faibles et précaires. Les loyers et les charges qu'ils ont à supporter sont limités de 10 à 30 F par jour, selon leurs ressources et le type de logements. Sur 3 400 logements, 57 % sont des studios et des F1, 30 % des F2 et des F3 et 13 % sont de grands logements.

DDASS : direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
DDE : direction départementale de l'Équipement.
DRASS : direction régionale des affaires sanitaires et sociales.
DREIF : direction régionale de l'Équipement d'Ile-de-France.

Le Centre régional d'information et de coordination routières

Un maître mot: la coordination

Basé à Créteil, le CRICR d'Ile-de France est dirigé collégialement par Nicole Darras, ingénieur divisionnaire des TPE à la DREIF, le commandant de police Jacky Capitaine et le chef d'escadron de gendarmerie Michel Tellier.

Un bon exemple de coordination des services de l'État, qui permet de recueillir, traiter et diffuser l'information routière sur toute la région, 24 h sur 24 et 365 jours par an.

Quel est le rôle de chacun des services dans le recueil des informations routières ?

■ **Nicole Darras** : Chacun des services utilise ses propres canaux. Ceux de l'Équipement bénéficient bien sûr des données issues de SIRIUS qui permet un recueil automatique sur les autoroutes et les voies rapides de la région. Ces données sont complétées par des informations plus factuelles, fournies par le personnel travaillant sur les chantiers en cours.

■ **Cdt Capitaine** : Le domaine de compétence de la police nationale en Ile-de-France regroupe non seulement les trois départements de la petite couronne et les agglomérations, mais aussi les autoroutes autour de Paris. Les informations recueillies sont transmises par différentes sources : messages radio, télégrammes ou fax.

■ **C. E. Tellier** : La gendarmerie contribue au recueil de données grâce au réseau informatisé SAGAC, qui nous permet de fournir rapidement des informations depuis des terminaux embarqués. Mais pour surveiller l'ensemble des portions rurales du réseau routier d'Ile-de-France, nous utilisons également des moyens plus classiques comme le téléphone ou le fax. Des missions aériennes jumelées transport-gendarmerie viennent compléter les informations lors des grandes migrations.

Comment ces données sont-elles exploitées ?

■ **Cdt Capitaine** : Elles sont actualisées en permanence et permettent d'alimenter la base de données TIGRE, gérée conjointement par les trois



Michel Tellier, Nicole Darras et Jacky Capitaine (de bas en haut) travaillent ensemble à la diffusion de l'information routière.

services. C'est le système d'information de référence de tous les CRICR.

■ **Nicole Darras** : Son exploitation nous permet de fournir des points précis toutes les huit minutes, aux heures de pointe, aux médias et à certains abonnés comme les transporteurs routiers.

■ **C. E. Tellier** : Nous alimentons aussi le 36 15 Route, l'audiotel 36 68 20 00 et assurons les réponses aux appels des usagers*. Les informations sont également exploitées par nos trois services lors des retours des week-ends où nous mettons en place les plans PALOMAR/PARCEVAL**.

* 01 48 99 33 33, service qui fournit l'état de la circulation en temps réel.

** Abréviation de Paris-Lyon-Marseille et de Paris-Centre-Val-de-Loire.

SAGAC : système automatisé de gestion des accidents de circulation.

SIRIUS : service d'information pour un réseau intelligible aux usagers.

TIGRE : traitement de l'information géographique routière et événementielle.

TPE : travaux publics de l'État.



**Direction Régionale
de l'Équipement d'Ile-de-France**

Équipe magazine est éditée par la
Direction régionale de l'Équipement d'Ile-de-France
21-23, rue Mollis, 75015 Paris
Tél. : 01 40 61 80 80 - Fax : 01 40 61 85 85.

Comité éditorial : Corinne Arnoux (DDE 92), Régine Becamel (LREP), Nadia Capitani (DDE 95), Jean-Claude Clesse (CLHS), Sylvie Devaux (DDE 91), Jacqueline Dubin (LROP), Patrice Eyraud (DHV), Yves Farhi (cabinet), Germaine Ginestar (DIT), Marie Grange (DDE 78), Gisele Guillaume Bredon (DPAG), Colette Helle (DETOA), Yvon Kergat (DDE 93), Françoise Marchal (ASCEE), Virginie Matéo (SIEP), (DITEL), Blandine Sané (DDE 94), Emilio Tempia (DIUSD), Michel Thomachot (DERU), Michel Varnot (DDE 77).

Directeur de la publication : Jean Poullit.
Directeur de la rédaction : Diane Malapert.

Coordination de la rédaction :

Florence Marlot-Secret.

Correspondance : Yves Farhi.

Conception, rédaction et réalisation :

L'Agence, 41, rue Greneta, 75002 Paris.

Tél. : 01 53 00 10 00.

Responsables d'édition : Anabel Dutrop

et Valérie Decroix. **Secrétariat de**

rédaction : N. Kharbach. **Maquette** :

Y. Collin, O. Body. **Impression** : Vasté.

N° ISSN : 1164-6187.

Reproduction autorisée sous réserve de l'accord préalable de la DREIF, avec mention de la source.